

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LA PREPARATION DU LIN

Convention collective de travail du 3 juin
AAAA
2009

Neerle g 9 9 2009
Regist.-Enregistr.: 13/08/2009
N° : W697/CO/120.02

Chapitre L CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique à tous les employeurs et à tous les ouvriers et ouvrières qui sont occupés dans les entreprises qui relèvent de la compétence de la Sous-commission paritaire de la préparation du lin.

Chapitre II. POUVOIR D'ACHAT

Article 2

Dans la préparation du lin, le montant de la part patronale dans les chèques-repas :

- est porté à 3,53 euros par jour effectivement preste à partir du 1^{er} octobre 2009.
- est porté à 4,28 euros par jour effectivement preste à partir du 1^{er} juin 2010.

Une CCT distincte sera conclue à cette fin.

Chapitre III. MESURES D'EMPLOI

Principe

Article 3

Les mesures suivantes relatives à la promotion de l'emploi sont adoptées:

- prolongation des engagements en matière d'emploi
- prépension à mi-temps
- prolongation de la CCT concernant le travail à temps partiel
- application de la convention n°77bis du 19 décembre 2001 du Conseil National du Travail, modifiée par la convention n°77ter du 10 juillet 2002 et modifiée par la convention n°77 quater du 30 mars 2007

Engagements en matière d'emploi

Article 4

Les dispositions de la convention collective de travail du 10 juin 1997 relative aux engagements en matière d'emploi, modifiées par l'article 5 de la convention collective de travail du 15 juin 1999, sont prolongées pour la durée de la présente CCT.

Prépension à mi-temps conventionnelle

Article 5

Un régime de prépension à mi-temps est installé, conformément à la CCT n°55 du CNT instaurant un règlement d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas d'une réduction de moitié des prestations de travail.

L'âge minimum pour la prépension à mi-temps est fixé à 56 ans.

Aux ouvriers/ouvrières qui, au cours des années 2009 et 2010, entrent dans le régime de la prépension à mi-temps, l'indemnité complémentaire est payée par le Fonds de Sécurité d'Existence de la Préparation du lin. Le coût de l'éventuelle cotisation capacitative est également pris à charge par le Fonds, qui s'occupe des formalités administratives.

Les règles spécifiques sont fixées dans une CCT distincte faisant partie intégrante de la présente CCT.

Les statuts du Fonds de Sécurité d'Existence de la Préparation du lin seront également adaptés à ce qui précède.

Travail à temps partiel

Article 6

Les dispositions de l'article 7 de la CCT du 15 juin 1999 concernant le travail à temps partiel sont prolongées jusqu'au 31 décembre 2010.

Les règles plus précises fixées dans la CCT distincte du 15 juin 1999 (reg. 53.124 Co/122) en matière de travail à temps partiel, prorogée par convention collective de travail du 18 juin 2001, du 16 juin 2003, du 15 juin 2005 et du 6 juin 2007, sont prolongées jusqu'au 31 décembre 2010 et font partie intégrante de la CCT en question.

Crédit-temps

Article 7

Conformément aux possibilités offertes par la CCT n°77bis du 19 décembre 2001 du Conseil National du Travail instaurant un régime de crédit-temps, de réduction de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps, modifiée par la CCT n°77ter du 10 juillet 2002 et modifiée par la CCT n°77 quater du 30 mars 2007, il est convenu que les dérogations prévues par l'art. 7 de la CCT du 16 juin 2003 conclue à la sous-commission paritaire pour la préparation du lin sont prorogées jusqu'au 31 décembre 2010.

Il est possible, au niveau de l'entreprise, de conclure une convention collective de travail qui prévoit l'augmentation du seuil de 5%, visé à l'article 15 §1 de la CCT n°77bis du 19 décembre 2001 du Conseil National du Travail visant l'instauration d'un régime de crédit-temps, de réduction de carrière et de diminution des prestations de travail à un emploi à mi-temps, modifié par la CCT n°77 ter du 10 juillet 2002 et modifié par la CCT n°77 quater du 30 mars 2007.

Chapitre IV. PREPENSION

Article 8

En vue de l'exécution du Chapitre IV de la présente convention collective de travail et pour autant que la réglementation le permette, les parties signataires s'engagent à conclure les conventions collectives de travail distinctes nécessaires pour ce qui concerne les divers régimes de prépension conventionnelle qui seront appliqués dans la préparation du lin.

Il s'agit concrètement des régimes de prépension suivants :

- Régime général :
 - & Prépension à 60 ans et respectivement un passé professionnel d'au moins 30 ans en tant que salarié pour les hommes et d'au moins 26 ans pour les femmes : convention collective de travail pour la période allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2011.

- Régime spécifique carrières longues :
 - ^ Prépension à 58 ans et en 2009, respectivement un passé professionnel d'au moins 35 ans en tant que salarié pour les hommes et d'au moins 30 ans pour les femmes et en 2010-2011, respectivement un passé professionnel d'au moins 37 ans en tant que salarié pour les hommes et d'au moins 33 ans pour les femmes : convention collective de travail pour la période allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2011.
- Régime spécifique avec prestations de nuit :
 - ^ Prépension à 56 ans avec un minimum de 20 ans de travail dans un régime visé à l'article 1 de la CCT n°46 du 20 mars 1990 et un passé professionnel de 33 ans en tant que salarié : convention collective de travail pour la période allant du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2010.
- Régime spécifique interprofessionnel de prépension à partir de 56 ans moyennant 40 ans de prestations effectives : convention collective de travail pour la période du 1^{er} juillet 2009 au 31 décembre 2010.

Article 9

Pour tous les régimes de prépension visés à l'art. 8, 2^e paragraphe, vaut ce qui suit :

- le maintien des conditions d'ancienneté conventionnelle suivantes :
 - ^ soit 15 ans de travail salarié dans les secteurs de la préparation du lin et/ou du textile, de la bonneterie, du vêtement, de la confection
 - ^ soit 5 ans de travail salarié dans les secteurs de la préparation du lin et/ou du textile, de la bonneterie, du vêtement et de la confection au cours des 10 dernières années, dont 1 an au cours des 2 dernières années.
- la poursuite du paiement de l'indemnité complémentaire en cas de reprise du travail, conformément aux dispositions de la CCT n°17 conclue au sein du Conseil National du Travail.
- la mention explicite dans les conventions collectives de travail du calcul de l'indemnité complémentaire pour la prépension à temps plein sur le régime de travail à temps plein, après une réduction de carrière, une réduction des prestations de travail à mi-temps et une prépension à mi-temps.

Article 10

Les engagements relatifs aux systèmes de prépension visés à l'article 8, 2^e paragraphe de la présente convention collective de travail font l'objet de quatre conventions collectives de travail distinctes.

Chapitre V. FORMATION

Article 11

A partir du 1er janvier 2009 et pour la période 2009-2010, les employeurs du sous-secteur de la préparation du lin verseront en sus de la cotisation de 0,10 % des groupes à risques, une cotisation supplémentaire de 0,20 % au Fonds Social et de Garantie de la Préparation du Lin, calculée sur base du salaire complet de leurs travailleurs, tel qu'indiqué à l'article 23 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs et les arrêtés d'exécution de cette loi. Cette cotisation sera payée trimestriellement au Fonds Social et de Garantie de la Préparation du Lin.

Pour les années 2009 et 2010 la cotisation globale perçue sera donc de 0,30 %. Le rapport de cette cotisation sera affecté à la formation et au recyclage dans les entreprises en faveur des employeurs, des travailleurs, des demandeurs d'emploi et des groupes à risques.

Les efforts en matière de formation consacreront de l'attention à la valorisation et la réévaluation des compétences du personnel existant, et plus particulièrement à la situation des travailleurs âgés, peu qualifiés, allochtones et des femmes.

Une convention collective de travail distincte sera conclue sur l'affectation de la cotisation de 0,10%.

Les plans de formation seront poursuivis. Une procédure adaptée sera prévue dans les entreprises.

La coopération avec les instituts de formation sectorielle COBOT et CEFRET sera poursuivie. Il est possible de développer des coopérations avec d'autres instituts de formation.

Les ouvriers ont le droit de suivre des formations qui cadrent dans les activités des entreprises qui sont occupés dans les entreprises qui relèvent de la compétence de la Sous-commission paritaire de la préparation du lin.

Article 12

La tâche du groupe de travail paritaire prévu dans l'article 12 de la CCT du 16 juin 2003, l'article 12 de la CCT du 15 juin 2005 et l'article 13 de la CCT du 6 juin 2007 est prorogée jusqu'au 31 décembre 2010.

Le groupe de travail paritaire examinera comment le degré de participation à la formation peut être élevé et exécutera un rôle de coordonnateur quant aux initiatives qui peuvent être prises dans le secteur de la préparation du lin.

Chapitre VI. AVANTAGES SOCIAUX

Allocation sociale

Article 13

Le montant non-récupérable (article 8 des statuts du Fonds Social et de Garantie de la Préparation du Lin) sera porté à 135 euros à partir de 2009.

Les statuts du Fonds seront adaptés conformément à ce qui précède.

Allocation sociale supplémentaire

Article 14

Le montant journalier de l'allocation sociale supplémentaire (article 7 des statuts du Fonds Social et de Garantie de l'Industrie du Lin) sera porté de 6,06 euros à 6,81 euros à partir de 2009 (période de référence allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009).

L'augmentation totale de 0,75 euro se compose d'une augmentation de durée indéterminée de 0,44 euro.

L'augmentation totale de 0,75 euro se compose d'une augmentation pour la durée de la présente CCT de 0,31 euro.

Les statuts du Fonds seront adaptés conformément à ce qui précède.

Chapitre VII. ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Licenciement à partir de l'âge de 54 ans

Article 15

Les dispositions reprises à l'article 15 de la CCT du 16 juin 2003, prorogées par l'article 16 de la CCT du 15 juin 2005 et de l'article 16 de la CCT du 6 juin 2007, sont prorogées jusqu'au 31 décembre 2010.

Ouvriers frontaliers

Article 16

Les dispositions reprises à l'art. 16 de la CCT du 16 juin 2003, prorogées par l'article 17 de la CCT du 15 juin 2005 et par l'article 17 de la CCT du 6 juin 2007 sont prorogées jusqu'au 31 décembre 2010.

Chapitre VIII. CLASSIFICATION DES FONCTIONS

Article 17

La tâche du groupe de travail paritaire « classification des fonctions », installé par l'article 22 de la CCT du 15 juin 2005 et l'article 19 de la CCT du 6 juin 2007, sera prolongée pour la durée de la présente CCT.

La tâche du groupe de travail est d'examiner les problèmes spécifiques en matière de l'application de la classification des fonctions dans la préparation du lin et de proposer des solutions.

Chapitre IX. QUALITE DU TRAVAIL

Article 18

La tâche du groupe de travail paritaire, installé par l'article 20 de la CCT du 6 juin 2007 sera prolongée pour la durée de la présente CCT.

La tâche de ce groupe de travail est d'examiner les problèmes relatifs à la charge du travail et l'ergonomie et de développer une gestion sectorielle en matière de stress.

Chapitre X. SOLIDARITE INTERNATIONALE

Article 19

Aussi bien pour l'année 2009 que pour l'année 2010, le Fonds Social et de Garantie met à disposition un montant de 0,05 % des salaires annuels (à 100 %) pour la promotion de la solidarité internationale.

Chapitre XL PAIX SOCIALE

Article 20

Les organisations syndicales et les employeurs s'engagent à respecter la paix sociale pendant la période du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2010 et à ne formuler aucune revendication au niveau national, régional ou l'entreprise sur les points de la présente convention.

Article 21

Les secrétaires syndicaux et les techniciens syndicaux ont le droit d'accéder aux entreprises. Ils doivent en avvertir préalablement l'employeur.

Si des problèmes de concertation sociale se produisent au niveau sectoriel ou de l'entreprise, une bonne pratique est de promouvoir la conciliation paritaire et de soumettre formellement le problème devant le bureau de conciliation de la Commission paritaire.

Chapitre XII. DISPOSITIONS FINALES

Article 22

Les dispositions de la présente convention collective de travail entrent en vigueur à partir du 1er janvier 2009 et sont d'application à partir du 1er janvier 2009 jusqu'au 31 décembre 2010, à l'exception des articles 2, 13 et 14 paragraphe 2 qui sont convenus pour une durée indéterminée et qui peuvent être dénoncés par les parties, moyennant un préavis de six mois.

A été par le ^{le 11/01/2009} commandée à la poste adressée
au président la sous-commission paritaire de la réparation du
Fait à CoⁱUejJyL¹¹2009.

[Handwritten signature and initials]

1 Collectieve arbeidsovereenkomst van 3 juni 2009

Hoofdstuk I. TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeiders en arbeidsters (ook werklieden genoemd), van de ondernemingen die onder het paritair subcomité voor de vlasbereiding ressorteren.

Hoofdstuk II. KOOPKRACHT

Artikel 2

In de vlasbereiding wordt het bedrag van het werkgeversaandeel in de maaltijdcheques:

- naar 3,53 Euro gebracht per effectief gewerkte dag vanaf 1 oktober 2009.
- naar 4,28 Euro gebracht per effectief gewerkte dag vanaf 1 juni 2010.

Hiertoe wordt een afzonderlijke CAO gesloten.

Hoofdstuk III. TEWERKSTELLINGSMAATREGELEN

Principe

Artikel 3

Volgende tewerkstellingsbevorderende maatregelen worden genomen:

- verlenging van de tewerkstellingsverbintenissen
- halftijds brugpensioen
- verlenging van de CAO betreffende het deeltijds werken
- toepassing CAO n°77 bis dd. 19 december 2001 van de Nationale Arbeidsraad, gewijzigd door CAO n°77ter van 10 juli 2002 en gewijzigd door de CAO n° 77 quater van 30 maart 2007

Tewerkstellingsverbintenissen

Artikel 4

De bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 juni 1997 inzake de tewerkstellingsverbintenissen, gewijzigd door artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 juni 1999, worden verlengd voor de duur van de onderhavige CAO.

Conventioneel halftijds brugpensioen

Artikel 5

Er wordt een stelsel van halftijds brugpensioen ingesteld, overeenkomstig de CAO nr. 55 van de NAR tót instelling van een regeling van aanvullende vergoeding voor sommige oudere werknemers, ingeval van halvering van de arbeidsprestaties.

De minimumleeftijd om op halftijds brugpensioen gesteld te worden is vastgesteld op 56 jaar.

Aan de werklieden die in de loop van de jaren 2009 en 2010 tót het halftijds brugpensioen toetreden, wordt de aanvullende vergoeding uitbetaald door het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Vlasbereiding. Het Fonds draagt eveneens de kost van de eventuele capitatieve bijdrage en staat in voor de administratieve verwerking.

De nadere regels worden vastgelegd in een afzonderlijke CAO die integrerend deel uitmaakt van onderhavige CAO.

Tevens worden de statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de vlasbereiding aangepast aan hetgeen voorafgaat.

Deeltijdse arbeid

Artikel 6

De bepalingen van artikel 7 van de CAO van 15 juni 1999 betreffende het recht op deeltijdse arbeid, worden verlengd tót 31 december 2010.

De nadere regels, vastgelegd in de afzonderlijke CAO van 15 juni 1999 (reg. 53.124 Co/122) inzake deeltijdse arbeid, verlengd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 18 juni 2000, 16 juni 2003, 15 juni 2005 en 6 juni 2007 worden verlengd tót en met 31 december 2010 en maken integrerend deel uit van onderhavige CAO.

Tijdskrediet

Artikel 7

Overeenkomstig de mogelijkheden geboden door de CAO nr. 77bis dd. 19 december 2001 van de Nationale Arbeidsraad tót invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tót een halftijdse betrekking, gewijzigd door de CAO nr. 77 ter dd. 10 juli 2002 en gewijzigd door de CAO 77quater dd. 30 maart 2007, worden de afwijkingen zoals overeengekomen in artikel 7 van de CAO van 16 juni 2003 afgesloten in het paritair subcomité voor de vlasbereiding, verlengd tót en met 31 december 2010.

Op ondernemingsvlak kan een collectieve arbeidsovereenkomst afgesloten worden waarbij de drempel van 5%, bedoeld in artikel 15 § 1 van de CAO nr. 77bis dd. 19 december 2001 van de Nationale Arbeidsraad tót invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tót een halftijdse betrekking, gewijzigd door de CAO nr. 77 ter dd. 10 juli 2002 en gewijzigd door de CAO 77quater dd. 30 maart 2007, wordt verhoogd.

Hoofdstuk IV. BRUGPENSIOEN

Artikel 8

Ondertekenende partijen verbinden zich ertoe met het oog op de uitvoering van Hoofdstuk IV van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst en voor zover de reglementering dit toestaat, de nodige afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomsten te sluiten m.b.t. de verschillende stelsels van conventioneel brugpensioen die in de vlasbereiding zullen toegepast worden.

Het heeft in concreto betrekking op de volgende brugpensioenstelsels:

- algemeen stelsel :
brugpensioen op de leeftijd van 60 jaar en respectievelijk minimum 30 jaar beroepsverleden als loontrekkende voor de mannen en minimum 26 jaar voor de vrouwen: collectieve arbeidsovereenkomst voor de période van 1 juli 2009 tôt en met 30 juni 2011.
- specifiek stelsel lange loopbanen:
brugpensioen op de leeftijd van 58 jaar en in 2009 respectievelijk minimum 35 jaar beroepsverleden als loontrekkende voor de mannen en minimum 30 jaar voor de vrouwen en in 2010-2011 respectievelijk minimum 37 jaar beroepsverleden als loontrekkende voor de mannen en minimum 33 jaar voor de vrouwen: collectieve arbeidsovereenkomst voor de période van 1 juli 2009 tôt en met 30 juni 2011.
- specifiek stelsel met nachtprestaties:
brugpensioen op de leeftijd van 56 jaar met minimaal 20 jaar gewerkt hebben hebben in een arbeidsregime zoals bedoeld in artikel 1 van de CAO nr. 46 van 20 maart 1990 en een beroepsverleden van 33 jaar als loontrekkende: collectieve arbeidsovereenkomst voor de période van 1 januari 2009 tôt en met 31 december 2010.
- specifiek interprofessioneel stelsel van brugpensioen vanaf 56 jaar mits 40 jaar effectieve prestaties: collectieve arbeidsovereenkomst voor de période van 1 juli 2009 tôt en met 31 december 2010.

Artikel 9

Voor de aile brugpensioenstelsels bedoeld in artikel 8 2^{de} lid hiervoor geldt :

- het behoud van de volgende conventionele anciënniteitsvoorwaarden :
 - <=* ofwel 15 jaar loondienst in de sectoren vlasbereiding en/of textiel, breigoed, kleding, confectie
 - ^ ofwel 5 jaar loondienst in de sectoren vlasbereiding en/of textiel, breigoed, kleding, confectie tijdens de laatste 10 jaar, waarvan 1 jaar in de laatste 2 jaar.
- de doorbetaling van de aanvullende vergoeding bij werkhervatting, conform de bepalingen van de CAO nr. 17 gesloten in de Nationale Arbeidsraad.
- de uitdrukkelijke vermelding in de collectieve arbeidsovereenkomsten van de berekening van de aanvullende vergoeding voor het voltijds brugpensioen op de voltijdse arbeidsregeling na loopbaanvermindering, vermindering van de arbeidsprestaties en halftijds brugpensioen.

Artikel 10

De verbintenissen aangaande de brugpensioenstelsels bedoeld in artikel 8 2^{de} lid van deze collectieve arbeidsovereenkomst maken het voorwerp uit van vier afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomsten.

Hoofstuk V. OPLEIDING EN VORMING

Artikel 11

De werkgevers uit de subsector van de vlasbereiding storten met ingang van 1 januari 2009 en voor de jaren 2009-2010 bovenop de bijdrage van 0,10%, voor de risicogroepen een bijkomende bijdrage van 0,20% berekend op grond van het volledig loon van hun werklieden, zoals bedoeld in artikel 23 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers en de uitvoeringsbesluiten van deze wet, aan het 'Waarborg- en Sociaal Fonds der Vlasbereiding'. Deze bijdragen zijn om het kwartaal verschuldigd en worden door het 'Waarborg- en Sociaal Fonds der Vlasbereiding' geïnd.

Bijgevolg zal voor de jaren 2009 en 2010 een globale bijdrage worden geïnd van 0,30%. De opbrengst van deze bijdrage zal aangewend worden voor vorming en opleiding in de ondernemingen ten gunste van werkgevers, werklieden, werkzoekenden en risicogroepen.

De opleidingsinspanningen zullen ook oog hebben voor de valorisering en de opwaardering van de competenties van het bestaand personeel, met bijzondere aandacht voor de situatie van de oudere werknemers, de laaggekwalificeerden, allochtonen en vrouwen.

Over de aanwending van de 0,10% bijdrage zal een afzonderlijke CAO gesloten worden.

De opleidingsplannen worden verder gezet. Er komt een aangepaste procedure in de bedrijven.

De samenwerking met de sectorale opleidingsinstellingen COBOT en CEFRET worden verder gezet. Samenwerking met andere opleidingsinstellingen behoort tót de mogelijkheden.

De arbeiders hebben het recht om opleidingen te volgen die kaderen binnen de activiteiten van de bedrijven die resorteren onder het Paritair Subcomité voor de Vlasbereiding.

Artikel 12

De opdracht van de paritaire werkgroep die voorzien was in artikel 12 van de CAO van 16 juni 2003, artikel 12 van de CAO van 15 juni 2005 en artikel 13 van de CAO van 6 juni 2007 wordt verlengd tót en met 31 december 2010.

De paritaire werkgroep zal onderzoeken op welke wijze de participatiegraad aan opleiding kan verhoogd worden en een stimulerende en coördinerende rol vervullen m.b.t. de initiatieven die kunnen genomen worden in de sector vlasbereiding.

Hoofdstuk VI. SOCIALE VERGOEDINGEN

Sociale toelage

Artikel 13

Het niet terugvorderbaar voorschot (artikel 8 van de statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds Fonds der Vlasbereiding) wordt vanaf 2009 op 135 Euro gebracht.

De statuten van het Fonds worden in die zin aangepast.

Aanvullende sociale toelage

Artikel 14

Het dagbedrag van de aanvullende sociale toelage (artikel 7 van de statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds der Vlasbereiding) wordt vanaf 2009 (referteperiode 1 juli 2008 - 30 juni 2009) van 6,06 Euro op 6,81 Euro gebracht.

Van deze verhoging met 0,75 Euro is 0,44 Euro van onbepaalde duur.

Van deze verhoging met 0,75 EURO is 0,31 Euro voor de duur van onderhavige CAO.

De statuten van het Fonds worden in die zin aangepast.

Hoofdstuk VII. SOCIALE BEGELEIDING

Afdanking vanaf de leeftijd van 54jaar

Artikel 15

De bepalingen van artikel 15 van de CAO van 16 juni 2003, verlengd door artikel 16 van de CAO van 15 juni 2005 en artikel 16 van de CAO van 6 juni 2007, worden verlengd tót en met 31 december 2010.

Grensarbeiders

Artikel 16

De bepalingen van artikel 16 van de CAO van 16 juni 2003, verlengd door artikel 17 van de CAO van 15 juni 2005 en artikel 17 van de CAO van 6 juni 2007, worden verlengd tót en met 31 december 2010.

Hoofdstuk VIII. FUNCTIECLASSIFICATIE

Artikel 17

De opdracht van de paritaire werkgroep "functieclassificatie" opgericht door artikel 22 van de CAO van 15 juni 2005 en artikel 19 van de 6 juni 2007 wordt verlengd voor de duur van deze CAO.

De paritaire werkgroep heeft als opdracht specifieke problemen met betrekking t t de toepassing van de functieclassificatie in de vlasbereiding te onderzoeken en oplossingen voor te stellen.

Hoofdstuk IX. KWALITEIT VAN DE ARBEID

Artikel 18

De opdracht van de paritaire werkgroep opgericht door artikel 20 van de CAO van 6 juni 2007 wordt verlengd voor de duur van deze CAO.

Deze paritaire werkgroep heeft als opdracht problemen met betrekking t t arbeidsbelasting en ergonomie te onderzoeken en een sectoraal stressbeleid uit te werken.

Hoofdstuk X. INTERNATIONALE SOLIDARITEIT

Artikel 19

Het Waarborg- en Sociaal Fonds stelt voor de jaren 2009 en 2010 telkens een bedrag overeenstemmend met een bijdrage van 0,05% van de jaarlonen (aan 100%) ter beschikking voor het bevorderen van de internationale solidariteit.

Hoofdstuk XI. SOCIALE VREDE

Artikel 20

De syndicale organisaties en de werkgevers verbinden er zich toe de sociale vrede te respecteren gedurende de période van 1 januari 2009 t t en met 31 december 2010 en geen enkele eis te stellen noch op nationaal, noch op gewestelijk, noch op ondernemingsvlak over de punten van deze CAO.

Artikel 21

De vakbondssecretarissen en de syndicale techniekers hebben recht op toegang in de ondernemingen. Zij dienen de werkgever hiervan voorafgaandelijk te verwittigen. Wanneer zich op sectoraal of ondernemingsvlak moeilijkheden zouden voordoen inzake het sociaal overleg, is het een goede praktijk om paritaire verzoening te bevoordelen en zo nodig het vraagstuk formeel aanhangig te maken bij het verzoeningsbureau van het paritair comit e.

Hoofdstuk XV. SLOTBEPALINGEN

Artikel 22

De bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst treden in werking op 1 januari 2009 en zijn van toepassing vanaf 1 januari 2009 tot en met 31 december 2010, met uitzondering van de artikels 2, 13 en 14 ~~paragraaf~~ ^{alinea} 2 die voor onbepaalde duur worden gesloten en door partijen opzegbaar zijn, mits een vooropzeg van zes maanden.

u h. Xelxnd Wû een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter u h. van de Subcomité voor de Voorbereiding

Gedaan te Kortrijk op 3 juni 2009.